

Vodka-Cola

L'aide des Etats-Unis à l'U.R.S.S. pendant la Seconde Guerre mondiale

L'historien français Raymond Cartier a fait une étude comparative intéressante de l'armement de la Wehrmacht et de l'équipement que les Etats-Unis envoyèrent à Staline. L'Allemagne, durant son attaque contre l'Union soviétique, utilisa 1280 avions, 3330 véhicules blindés et 600 000 voitures. En comparaison, les États-Unis envoyèrent à l'Union soviétique au cours de la période du 1er octobre 1941 à juin 1942 1285 avions, 2249 véhicules blindés, 81 289 armes automatiques, 30 millions de kilogrammes d'explosifs, 36 825 voitures, 56 445 téléphones de campagne et bien d'autres équipements encore.

Pendant toute la guerre, les États-Unis envoyèrent à l'Union soviétique un total de 376 000 véhicules (dont 45 000 jeeps « Willis » et 29 000 motos), 29 000 locomotives, 12 536 chars, 17 834 avions, 130 500 armes automatiques, 240 000 tonnes d'explosifs et de munitions, 13 200 revolvers, 2,5 millions de tonnes de pétrole et d'autres matériels de guerre encore.

Les voitures états-uniennes représentaient deux tiers des voitures de l'Armée rouge et 43 494 autres voitures furent expédiées à l'U.R.S.S. de Grande-Bretagne. L'Armée rouge reçut un total 419 494 voitures et autres véhicules. Seules 120 000 de ces voitures furent produites dans l'Union soviétique entre 1942 et 1944 – elle en reçut donc trois fois plus des pays occidentaux.

Les uniformes ne posèrent pas non plus de problème à l'Union soviétique, parce que les États-Unis avaient fait faire 34 millions d'uniformes, dont les chemises de l'armée tsariste, avec des machines à coudre Singer. Les Etats-Unis livrèrent également à l'Union soviétique 50 millions de mètres de tissu de laine. Les conducteurs de char portaient des combinaisons états-uniennes. Ces informations proviennent entre autres de Archiv der Gegenwart de Keesen (chapitre XV, 1945, p. 76).

Les communistes reçurent des Etats-Unis un total de 17,8 millions de tonnes de marchandises d'une valeur de 10,8 milliards de dollars. Bien sûr, Moscou ne put en rembourser qu'une infime partie. En janvier 1951, les Etats-Unis exigèrent que l'U.R.S.S. leur restitue 84 navires de guerre d'une valeur de 800 millions de dollars, mais Staline refusa catégoriquement.

Il est évident que Moscou n'aurait jamais survécu à l'attaque d'Hitler sans l'aide états-unienne. Nous en voulons pour preuve que l'Union soviétique n'avait pas de bombardiers lourds. Seuls 79 Pe-8, le seul avion à quatre moteurs de l'Union soviétique à l'époque, furent jamais produits. Or, 50 000 avions de ce type furent produits en Grande-Bretagne et aux États-Unis au cours de la même période. Par ailleurs, le bombardier soviétique 11-14 était considéré comme un avion médiocre.

L'aide des Etats-Unis à l'U.R.S.S. pendant la « guerre froide »

Les États-Unis continuèrent à construire l'Union soviétique au cours de la soi-disant guerre froide. L'Occident continua à traiter avec l'Union soviétique militairement ainsi que sur le plan économique. Antony Sutton (1) confirme que la construction de l'industrie de l'acier soviétique fut l'œuvre de Fretz-Moon, Aetna Standard, Mannesman et d'autres entreprises états-uniennes. Deux tiers de la marine marchande soviétique, qui en 1970 comptait 6000 navires, furent construits hors d'Union soviétique. Quatre des moteurs des navires de la marine militaire soviétiques sur cinq furent également construits hors d'Union soviétique. Le reste fut construit avec l'aide des pays occidentaux.

Le Congrès s'appropriait des milliards par les impôts pour la défense contre le communisme, tout en fournissant plus de six milliards de dollars à l'Union soviétique au titre de l'aide militaire et économique. Des avions de combat F-86 équipés de radars, d'une valeur de plus de 300 000 dollars chacun, furent vendus au tyran communiste de Yougoslavie pour 10 000 dollars. L'administration Eisenhower approuva cette vente. (Report, U.S. Foreign Assistance, U.S. Agency for Int. Dev., 21 mars, 1962)

L'ensemble de l'industrie automobile soviétique venait de l'Occident, principalement des États-Unis. Les 30 000 véhicules de transport lourd que Moscou utilisait pour déplacer ses missiles et autres matériels de guerre furent produits avec l'aide états-unienne.

Ford Motor Company construisit une gigantesque usine de camions à Gorki (aujourd'hui Nijni-Novgorod) en 1968. Trois-quarts de l'équipement de l'usine automobile de Togliatti, construite avec l'aide de Fiat à partir de 1966, provenaient des firmes états-uniennes Gleason, New Britain Machine Company et TRW de Cleveland. Les États-Unis construisirent également la plus grande usine de camions du monde à Kama en 1970. Les informations sur les entreprises qui prirent part à ce projet furent classées par le Département d'Etat. 1200 étrangers travaillèrent aux installations de l'usine, qui avait une capacité de production de 150 000 camions à trois essieux et de 250 000 moteurs diesel par an. En raison du manque de compétence soviétique, seuls 41 000 camions étaient sortis de l'usine de Kama en 1978. La société Kama avait une grande importance militaire.

D'autres documents prouvent que la société Arthur Brandt de Detroit construisit l'usine automobile ZIL. La Chase Manhattan Bank donna 192 millions de dollars pour ce projet. Le Premier ministre Alexis Kossyguine confirma à la fin de 1965 que « la mécanisation avait été achevée beaucoup trop lentement ». Dans certains cas, les retards pouvaient aller jusqu'à quatre ans ou plus. Plus de 100 000 projets de construction restèrent inachevés par la suite. Les États-Unis eux-mêmes ne pouvaient rien faire pour l'Union soviétique à cet égard.

Seuls 676 000 des 2 762 200 tracteurs qui étaient en circulation dans l'Union soviétique entre 1966 et 1974 fonctionnaient correctement. Les autres ne valaient rien (Charles Levinson, *Vodka-Cola*, Essex, 1979, p. 127) Seul 30 pour cent des 10 000 moissonneuses-batteuses promises pour 1964 furent effectivement livrées cette année-là.

Le char soviétique T-54 est étrangement similaire au tank états-unien Christie. On pourrait soupçonner les communistes d'avoir volé le modèle et de l'avoir copié. Les choses furent en fait plus simples : la Wheel Track Layer Corporation produisit les chars d'assaut soviétiques. Sous Gorbatchev (1985-1991), l'Union soviétique produisit deux fois plus de chars que les États-Unis sous la présidence de Reagan (1981-1988). 3300 chars d'assaut furent produits dans l'Union soviétique en 1986, 3500 en 1987 et de nouveau en 1988. Des milliers d'autres véhicules blindés furent également produits dans l'Union soviétique pendant la même période. L'Armée rouge disposait de 53 000 chars d'assaut, c'est-à-dire, pour mettre les choses en perspective, trois fois plus que l'OTAN n'en avait.

En 1966, la France donna une garantie de 3,5 milliards de francs pour financer la construction d'usines de produits chimiques dans l'Union soviétique. Moscou reçut également 1,5 milliard de francs pour construire une usine Renault près de la rivière Kama en 1971 et 800 millions de francs pour la construction d'une usine à papier. En 1988, le milliardaire Armand Hammer investit six milliards de dollars dans la construction d'usines de produits chimiques dans l'Union soviétique. Le capitaliste juif Robert Maxwell, noyé dans des circonstances mystérieuses en 1991, coopéra aussi intensivement avec Moscou.

80 pour cent de toutes les marchandises livrées à l'Union soviétique était acheté à crédit (Charles Levinson, p. 26). Beaucoup de Russes intelligents avaient du mal à comprendre pourquoi les États-Unis ne mettaient pas fin au communisme.

Pendant ce temps, le KGB, dans l'Union soviétique et chez ses satellites, veillait, après avoir reçu des instructions secrètes à cet effet, à ce que personne ne soit autorisé à introduire de nouvelles inventions, qui auraient permis d'augmenter la production. Ces instructions ne furent révélées qu'à l'été 1990.

Antony Sutton a souligné que les Russes n'auraient jamais été en mesure de mener à bien leur programme spatial, Soyouz, sans l'aide des États-Unis. Des milliers d'experts allemands en fusées, capturés par l'Armée rouge, furent déportés en Union soviétique et le premier spoutnik russe fut propulsé dans l'espace par des fusées allemandes, qui avaient été mises au point entre-temps.

Les contributions de l'Union soviétique à la recherche spatiale ne furent généralement qu'une immense supercherie, comme l'a montré clairement le journaliste Leonid Vladimirov. Le quotidien suédois Expressen a révélé le 21 janvier 1985 que du matériel de haute technologie avait été introduit clandestinement dans l'Union soviétique via la France, en dépit de l'embargo états-unien contre le Kremlin.

Les États-Unis avaient 5000 ordinateurs à la fin de l'année 1950, alors que l'Union soviétique n'en avait que 120. En 1973, les États-Unis en avaient 70 000 et l'Union soviétique 6000 – les ordinateurs soviétiques étaient tous de la première ou deuxième génération. Les ordinateurs états-uniens pouvaient faire 2500 opérations par seconde pendant la Seconde Guerre mondiale et 15 000 dans les années 1950.

IBM et la société britannique International Computer and Tabulation Ltd commencèrent à fournir des ordinateurs à l'Union soviétique. Les activités des instituts de recherche soviétiques étaient couvertes par le secret. De cette manière, l'Union soviétique cachait au public le fait qu'elle était à la traîne dans le domaine du développement technologique et que certains de ses projets avaient été conçus à l'étranger.

Les dépenses militaires de l'Union soviétique s'élevaient à 35 pour cent de son PNB (celles des États-Unis à 5,5 et celles de la Suède à 2,5). La Maison Blanche à Washington et Wall Street à New York continuèrent à soutenir le système soviétique, tout en condamnant officiellement l'invasion de l'Afghanistan par Moscou. Un accord visant à développer l'agriculture soviétique fut même signé le 18 juin 1985. De jeunes agriculteurs états-uniens furent envoyés en Union soviétique pour former les fonctionnaires des kolkhozes. Il y eut aussi des livraisons de technologies modernes (The International Herald Tribune, 19 juin 1985) Dans le même temps, Moscou fournit des aides à tous les autres pays communistes. Le Nicaragua reçut 294 millions de dollars en trois ans. Moscou envoya 300 millions de dollars par mois au régime communiste de Kaboul.

Le démantèlement de l'URSS

La seule conclusion qui peut être tirée de tout cela est que les Etats-Unis auraient pu ruiner l'Union soviétique quand ils le voulaient. Il aurait suffi qu'ils cessent de leur livrer des équipements modernes. Washington continua pourtant à le faire. Les États-Unis auraient pu vaincre les communistes vietnamiens facilement. Mais ils ne voulaient pas. Au contraire, du matériel militaire moderne fut livré par les Etats-Uniens aux Viet Cong et plus de 58 000 jeunes Etats-Uniens furent sacrifiés. Tout cela servit les fins de l'élite financière (sans compter que les États-Unis eurent l'occasion d'expérimenter au Vietnam différentes armes bactériologique et chimiques). L'élite financière voulait faire durer la guerre du Vietnam à n'importe quel prix. C'était une couverture parfaite pour le profitable trafic de stupéfiants, selon le Dr Alfred W. McCoy. Plusieurs chercheurs états-uniens, y compris Richard Pipes de Harvard, ont souligné que les Etats-Uniens n'avaient qu'à cesser d'aider financièrement Moscou pour renverser le régime communiste. Antony Sutton fit observer devant les leaders du Parti républicain que cette arme efficace n'avait, pour une raison quelconque, jamais été utilisée. L'aide à l'Union soviétique et à ses satellites était dissimulée de différentes façons, la plupart du temps par des prêts à taux d'intérêt incroyablement bas. Tout le monde savait que Moscou ne pouvait même pas se permettre de payer les intérêts. Personne ne s'attendait à ce que Moscou rembourse. Dans la seule année 1984, le bloc soviétique se vit accorder des prêts d'un montant total de 50 milliards de dollars et reçut des technologies modernes gratuitement (Det Basta, octobre 1985) En 1984, l'Union soviétique devait aux banques occidentales 136,7 milliards de dollars, dont 28,7 milliards à diverses banques privées (Svenska Dagbladet, 4 mai 1985). Malgré cela, la First National Bank de Chicago consentit à l'Union soviétique des « prêts » pour un montant de 200 millions de dollars, la Morgan Guaranty, la Bankers Trust et l'Irving Trust, un « prêt » de 200 millions de dollars à un taux d'intérêt particulièrement bas. Ces « prêts » étaient sans titres et l'emprunteur était censé avoir commencé à les rembourser six ans plus tard. L'emprunteur était autorisé à utiliser l'argent à son entière discrétion – comme si l'Union soviétique était le meilleur client des banques. Les archives récemment ouvertes ont révélé que Moscou avait fait des transferts illégaux d'argent aux partis communistes dans le monde entier. En outre, certaines marchandises étaient vendues à l'Union soviétique à un prix beaucoup plus bas que sur le marché mondial. Les contribuables occidentaux devaient payer la différence. Ainsi, la CEE « vendit » 100 000 tonnes de beurre à l'Union soviétique environ 45 pfennigs le kilo, alors que le consommateur allemand devait le payer plus de 10 DM le kilo (100 pfennigs = 1 DM). 100 000 autres tonnes de beurre furent « vendues » plus tard à l'Union soviétique 70 pfennigs le kilo (Expressen, 8 août 1987).

Dans les années 1984-1986, l'Union soviétique perdit environ 8 milliards de dollars de rentes pétrolières (en dépit du fait que le volume des exportations fût à peu près le même) en raison de la baisse des prix du pétrole. Pour comparaison, les exportations totales du pays s'élevaient à 20-25 milliards de dollars. En 1989, elles n'atteignirent que 18 milliards de dollars (il s'agissait essentiellement de pétrole, d'or et

d'armes). En 1990, un tiers de la valeur des exportations servit à payer l'importation de céréales. D'autres produits durent également être importés. Les importations de l'Union soviétique payées en devises occidentales augmentèrent de 23 pour cent en 1989, tandis que le revenu qu'elle tira de ces mêmes monnaies n'augmenta que de 7-8 pour cent.

Les Etats satellites et les pays du tiers monde devaient eux-mêmes à l'Union soviétique 85 milliards de dollars, qu'ils ne pouvaient pas rembourser. Le déficit du budget soviétique en 1989 fut de 100 milliards de roubles, ce qui constituait 25 pour cent du budget. Au printemps de l'année 1990, l'Union soviétique se trouva confrontée à une sérieuse crise monétaire. Le taux de croissance annuel diminua de deux pour cent, l'inflation galopante atteignit au moins 23 pour cent et il y eut une pénurie de toutes sortes de biens de consommation. Les grèves aggravèrent la situation. Moscou obtint de nouveaux « prêts » d'un montant de 14 milliards de dollars de banques privées en Allemagne, en France, en Italie, au Japon et dans d'autres pays à la fin de 1990, selon le journal moscovite Kommersant (26 novembre 1990).

En dépit des prix très bas auxquels ils lui vendaient les matières premières dont elle avait besoin, l'Union soviétique en vint à devoir d'énormes sommes d'argent aux nombreux pays concernés. Moscou devait 37,6 milliards de DM aux banques allemandes à la fin de 1991 (Svenska Dagbladet, 27 novembre 1991), un total de 200 millions de dollars à diverses entreprises japonaises en 1996. Les dettes que l'Union soviétique avait contractées auprès de diverses entreprises occidentales s'élevaient à près de 10 milliards de dollars au printemps 1990.

Les citoyens soviétiques étaient fatigués de nourrir leurs parasites. C'est pourquoi ils faisaient semblant de travailler. Les États-Unis essayèrent de garder à flot l'Union soviétique de toutes sortes de façons. Washington accorda une aide de 15 milliards de dollars à l'Union soviétique en 1991 (Moscou n'avait pas à les rembourser). Wall Street calcula que Moscou aurait besoin d'un prêt de 30 milliard de dollars par an pour couvrir ses besoins les plus vitaux. Mais Moscou n'en reçut que la moitié.

Plusieurs sociétés occidentales contribuèrent au financement de la propagande soviétique à la télévision centrale de Moscou en achetant des spots de publicité pour des produits qui étaient pratiquement impossibles à trouver dans l'Union soviétique. Les gens intelligents dans l'empire soviétique se rendirent compte que les capitalistes n'avaient pas l'intention de leur permettre de vivre une vie normale, car ils ne cessaient d'accorder des aides à l'Union soviétique et prolongeaient de ce fait la souffrance de ses citoyens.

Pourquoi l'Union Soviétique a-t-elle été finalement lâchée ? (2)

Il devint de plus en plus difficile pour les Etats-Unis de soutenir l'empire soviétique, comme l'indiquent les faits exposés dans le Dagens Nyheter du 13 juillet 1991. Les Etats-Unis n'avaient plus assez d'argent pour couvrir leurs propres dépenses. Le gouvernement états-unien devait 400000000000 de dollars aux banques privées en 1992. Pendant ce temps, le déficit budgétaire atteignit 285 milliards de dollars cette même année (Svenska Dagbladet, 30 octobre 1992).

Voice of America déclara en août 1987 que les banques états-uniennes avaient prêté à l'Union soviétique et à d'autres pays communistes au moins 33 millions de dollars par jour (1 milliard par mois). Le secrétaire d'État Alexander Haig se plaignit : « Nous aurons de la chance si nous récupérons 25 cents pour chaque dollar. » Les banques privées allemandes, britanniques et françaises déversèrent à elles seules plus de 11 milliards de dollars dans l'Union soviétique au cours des dix premiers mois de 1988. Voice of America annonça dès août 1988 que les recettes fiscales de l'ensemble des pays occidentaux ne pourraient même pas sauver l'inefficace économie soviétique. La CIA surestima systématiquement la capacité de survie de l'économie soviétique. La CIA aurait commis de graves erreurs dans son analyse de l'évolution de l'Union soviétique (Svenska Dagbladet, 5 novembre 1989) (3).

Il n'y avait qu'un seul moyen de sortir de cette situation – la Russie devait passer à l'économie de marché. C'était la condition sine qua non à l'octroi d'éventuels autres « prêts ». Elle fut soulignée à Budapest par le franc-maçon juif Jacques Attali, directeur de la Banque européenne de la reconstruction: « Si vous rencontrez des difficultés avec la démocratie, ou si le gouvernement est incapable de poursuivre sa politique actuelle, nous stoppons l'aide immédiatement. » (Dagens Nyheter, 14 avril 1992) Attali, membre du B'nai B'rith, fut considéré comme une éminence grise du franc-maçon François Mitterrand, alors président de la France.

Les banques occidentales élaborèrent un complot visant à miner l'économie soviétique à partir de 1991, dans le but d'accélérer la disparition progressive de l'Union soviétique. Ils inondèrent le pays de roubles sans valeur et, partant, provoquèrent une hyperinflation avec l'intention de déposer Gorbatchev, comme le révéla le Premier ministre Valentin Pavlov le 13 février 1991 dans le journal Trud. Ce flux important d'argent dans l'Union soviétique avait été bien préparé. Les banques, en Autriche, en Suisse, au Canada et en Russie se joignirent à l'opération. L'Union soviétique tenta de se protéger en retirant de la circulation les billets de 50 et de 100 roubles. Les gens ordinaires furent autorisés à les échanger contre de nouveaux roubles, dont la valeur ne devait pas dépasser le montant de leur salaire mensuel et, en tout cas, 1000 roubles. L'État recueillit des billets d'une valeur de 40 milliards de roubles sur un total de 48 milliards.

Le public n'a jamais eu vent de l'autre manœuvre secrète, plus décisive encore, effectuée par les milieux financiers pour démanteler l'Union soviétique. En 1991, entre 14 et 19 milliards de dollars en devises étrangères furent sorties d'Union soviétique. En conséquence, la production recula considérablement. (Noam Chomsky, *You Cannot Murder History*, Göteborg, 1995, p. 511) Cette action ruina immédiatement l'Union soviétique, puisque 79 pour cent de la main-d'œuvre travaillait, d'une manière ou d'une autre, dans l'industrie de l'armement, qui avait constamment besoin de devises.

Même les vins du tsar furent vendus dans diverses ventes aux enchères dans les années 1980. 13 000 bouteilles de Massandra, ainsi que 62 autres qui avaient appartenu aux membres du cabinet du Premier ministre, furent vendus chez Sotheby à Londres en mars 1990. Ces bouteilles de vin valaient chacune près d'un million de dollars. En 1987, elles n'en valaient encore chacune que 280. Dès les années 1980, l'Union soviétique avait réduit de manière significative son offre d'or et de diamants, afin de payer les factures.

Le président George Bush informa Mikhaïl Gorbatchev le 27 mai 1991 que 150 millions de dollars avaient été transférés sur le compte bancaire de ce dernier en Suisse. Gorbatchev avait l'habitude d'appeler le président Bush « mon ami George ».

Tout cela ressort d'un entretien avec le général du KGB N. Leontiev. L'interview fut publiée dans *Komsomolskaïa Pravda* le 26 décembre 1995. Gorbatchev avait interdit l'enregistrement de ses conversations téléphoniques avec Bush, ce qui n'empêcha pas le KGB de les écouter et de les enregistrer toutes.

Les dirigeants soviétiques firent un pacte secret avec les États-Unis après l'effondrement de l'empire soviétique, en vertu duquel les plus importantes œuvres d'art du pays devaient être transportées aux États-Unis.

La Russie reçut des tracteurs et des céréales en retour. Voici un extrait du contrat : « Ce contrat est secret. Les experts en art n'en connaissent pas l'existence. S'ils l'apprenaient, ils deviendraient hystériques. C'est pourquoi il est important de garder le secret. » TASS n'en réussit pas moins à obtenir une copie du contrat à New York. Ce marché avait été conclu le 29 octobre 1991, après l'effondrement de l'Union soviétique ! Ce fut l'un des derniers crimes de Gorbatchev contre le peuple russe avant sa démission en décembre. Ses crimes précédents sont exposés dans mon livre *Bakom Gorbatjovs kulisser* (Stockholm, 1987)

Peu après, Bush, dans le cadre de la soi-disant aide alimentaire, octroya un « prêt » de 1,5 milliards de dollars aux républiques soviétiques (sauf aux Etats Baltes, devenus indépendants) qui devait être remboursé (Expressen, 19 novembre 1991) (4). Dans le même temps, il exigea que Gorbatchev recoure à la violence si nécessaire. Le 8 juillet 1992 à Munich, George Bush déclara: « Il n'y a pas assez d'argent dans le monde entier pour sauver la Russie. Maintenant, les Russes eux aussi doivent commencer à travailler. » (Aktuellt, 8 juillet 1992) Membre de l'influente Commission Trilatérale, Bush savait évidemment de quoi il parlait.

Jüri Lina, *Under the Sign of the Scorpion: The Rise and Fall of the Soviet Empire*, Referent Publishing, Stockholm, 2002, extraits, traduit de l'anglais par B. K.

(1) Des deux ouvrages les plus connus de A. Sutton, *Wall Street and the Bolshevik Revolution: The Remarkable True Story of the American Capitalists Who Financed the Russian Communists* et *Wall Street and the Rise of Hitler*, dont, fait intéressant et assez significatif, seul le second a été traduit en français jusqu'à ce jour, force est de constater que seul le premier tient ses promesses, le second étant une coquille vide, d'autant plus vide qu'il a un titre à caractère sensationnaliste. Dans le premier cas, les documents d'archive prouvent que les bolcheviks ont été directement financés par Wall Street, tandis que, dans le second cas, aucun document d'archive ne permet d'établir que le NSDAP a été directement financé par la place boursière new-yorkaise. Confronté à cette évidence, A. Sutton a alors recours à un syllogisme : le NSDAP a été directement financé par les gros industriels allemands, les gros industriels allemands étaient en contact avec les financiers de Wall Street ; donc le NSDAP a été directement financé par Wall Street. Il s'agit ici d'un raisonnement primaire, selon lequel celui qui est financé est idéologiquement au service de celui qui finance. Or, Wall Street, c'est-à-dire la haute finance internationale apatride, a, directement ou indirectement, financé toutes les révolutions et toutes les contre-révolutions au XXe siècle, misant chaque fois sur les deux tableaux, sur les révolutions qui allaient dans le sens de son idéal internationaliste comme sur les révolutions qui allaient résolument contre son idéal internationaliste. Dans le monde dont rêvent certains et dans lequel, peut-être, vivent certains, le NSDAP, pour être blanc comme neige, aurait dû être financé par la boucherie Müller et, pour les palais plus délicats, par la charcuterie Schmidt, voire par les économies de la famille Schicklgruber. Dans le monde tel qu'il est, cependant, le NSDAP, comme tout parti politique désireux d'arriver au pouvoir, avait besoin d'argent et, par conséquent, il le prit là où il se trouvait : chez les industriels allemands de l'époque, dont les révolutionnaires de salon contemporains ont tendance à oublier qu'ils avaient davantage la fibre patriotique que leurs descendants ne l'ont. D'autre part, il doit être profondément décourageant et incapacitant de croire que l'instrumentalisation fonctionne à sens unique dans les rapports entre les hommes d'Etat et les financiers, à savoir que seul le monde de la haute finance pourrait se servir des hommes d'Etat pour parvenir à ses fins et qu'aucun homme d'Etat ne pourrait au contraire se servir de la haute finance pour parvenir à ses fins ; il est vrai qu'aucun de nos

contemporains n'a le privilège et l'honneur de vivre dans un pays dirigé par des hommes d'Etat, les pays étant actuellement gérés, non pas même par des politiciens, mais par de vulgaires politicards de la plus basse engeance, par ce que, à défaut d'un autre terme, on appellera la canaille d'en haut ; sans aucun doute la canaille d'en bas n'est-elle pas digne de tels hommes d'Etat. Peu après son accession au pouvoir, A. Hitler fit réunir les principaux dirigeants de l'industrie allemande dans un château des environs de Berlin, afin, non pas exactement de leur faire accepter, mais de leur imposer son programme économique. La réunion se déroula dans la grande salle du château, dont les portes étaient gardées par des SS, qui avaient pour consigne de ne laisser sortir personne tant que les conditions dictées par le chancelier du Reich n'auraient pas été approuvées par l'ensemble des participants. Les consignes furent suivies à la lettre. Les industriels, quelques 16 heures après y être entrés sous bonne garde, furent autorisés à sortir de la salle, une fois qu'ils eurent tous cédé aux exigences du chancelier allemand. L'épisode est raconté par un des biographes d'A. Hitler – Kershaw, si notre mémoire est bonne.

(2) Les raisons profondes de la perestroïka ont été exposées par P. Bernardin. Voir <http://www.euro92.com/edi/biblio/bernardin2.htm>.

(3) La CIA est coutumière de ces « graves erreurs », tellement coutumière de ces « graves erreurs » que d'aucuns n'hésitent pas à émettre l'hypothèse qu'elles puissent être commises volontairement. Il est en effet difficile de concevoir que des analystes qui constatent que leur pays prête chaque année un milliard de dollars non remboursables à un autre pays ne tirent par très tôt la sonnette d'alarme. Il est cependant aussi difficile de penser que l'incompétence et le je-m'en-foutisme n'aient pas leur part dans cette gabegie, tout au moins au niveau des exécutants. Le meilleur moyen pour la canaille d'en haut de s'assurer que les décisions qui vont dans le sens contraire des intérêts du pays à la tête duquel elle a été parachutée par la haute finance internationale seront exécutées est de disposer d'une batterie de fonctionnaires triés sur le volet, par des concours appropriés, pour leur impéritie, leur myopie et leur vénalité

(4) Ces « prêts », remboursables ou non et qui, de toutes façons, ne sont jamais remboursés, ne sont, on l'a compris, que des « transferts de fonds ». En octobre 1999, la presse révéla que les 10 milliards de dollars « prêtés » à la Russie par le FMI trois ans plus tôt s'étaient volatilisés de la banque centrale de Russie, que la CIA s'intéressait aux comptes du beau-fils de Eltsine à la Bank of New York aux îles Caïman et que le FMI savait que la Banque centrale de Russie avait placé des fonds sur des comptes offshore. <http://www.theguardian.com/world/1999/oct/17/russia.business>.